

## **Julien Damon, sociologue: «Il va falloir arbitrer entre le beurre et les armes, entre les canons et les pensions»**

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié le 7 mars à 18h59, mis à jour le 7 mars à 19h09



Julien Damon. Jean-Christophe MARMARA

**ENTRETIEN - Alors que la France consacre une part record de son PIB aux dépenses sociales, pourra-t-elle concilier effort militaire et maintien de son modèle social ?**

*Julien Damon est professeur associé à Sciences Po, ancien responsable du département de la recherche de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) et des questions sociales au Centre d'analyse stratégique. Dernier livre paru : Les Batailles de la natalité. Quel "réarmement démographique" ? (Éditions de L'Aube)*

**LE FIGARO. - Vous avez publié un article dans la revue Telos sur les dépenses militaires versus les dépenses sociales. Après l'effort de guerre annoncé par nos gouvernants, l'impact sur la dépense sociale est-il inévitable ?**

**Julien Damon.** - Il est difficilement concevable, au regard de la situation budgétaire, que les efforts annoncés en matière de [réarmement](#) n'aient pas d'impact sur les dépenses sociales. Si la sécurité nationale doit prendre de plus en plus de place, cela se fera en partie au détriment de la Sécurité sociale. En économie politique il y a toujours des arbitrages à faire entre le beurre et les armes, entre les canons et les pensions. Alors évidemment, ça dépend des pays.

Mais dans le contexte français, où nous sommes les champions du monde de la [dépense sociale](#) (un tiers du PIB) mais aussi les champions des prélèvements obligatoires, la marge de manœuvre est d'autant plus réduite que le gouvernement indique ne pas vouloir augmenter les impôts. Il faudra donc des économies budgétaires, mais aussi des efforts en termes d'activité. Il faudra que les gens travaillent davantage, afin de produire plus de richesse et de cotiser davantage. Dans ce contexte, un «[conclave](#)» pour décider s'il faut oui ou non retourner à la retraite à 62 ans est lunaire.

**Faire des économies substantielles ne passe pas par des bouts de chandelle mais par des choix puissants concernant les prestations sociales**

*Julien Damon*

**Que pensez-vous de l'idée émise par François Bayrou de débureaucratiser l'État pour gagner en efficacité ?**

La [débureaucratisation](#), la [simplification](#), tout le monde est d'accord, à condition que cela concerne l'autre. En réalité raboter les coûts de fonctionnement rapporte très peu par rapport aux ordres de grandeur évoqués. Quand 60% des dépenses publiques sont des dépenses sociales, faire des économies substantielles ne passe pas par des bouts de chandelle mais par des choix puissants concernant les prestations sociales. La moitié d'entre elles, ce

sont des retraites. On est forcé de toucher au dur. Derrière les annonces et rodомontades actuelles, on ne voit pas comment financer une dépense supplémentaire de 1, 2 ou 3 points de PIB en plus en faveur de la défense. Semble en réalité se profiler d'abord de l'endettement supplémentaire. Mais il y aura forcément des choix fondamentaux à faire.

**La dette devrait financer la défense plutôt que les «loisirs» des «faux vieux» retraités, a dit le directeur de la BPI [Nicolas Dufourcq](#). A-t-il raison ? Un pays vieillissant peut-il se permettre d'être guerrier ?**

Nicolas Dufourcq fait d'excellentes observations et pose de bonnes questions. Notons cependant que la [Russie](#), qui connaît depuis des années un déclin démographique, vieillit plus vite que la France et consacre 6% de son PIB à la Défense. Tous les pays occidentaux sont des pays vieillissants. Mais la France se distingue par d'autres facteurs : c'est un pays surendetté, à déficit élevé, à faible activité, notamment des jeunes et des seniors. Il y a un problème criant sur les retraites.

**Si effort il doit y avoir, ce n'est pas uniquement du côté des retraités, mais aussi des actifs**

*Julien Damon*

Quand on pense que dans un contexte géopolitique déjà très tendu, on a décidé en 2024 de revaloriser les retraites sur l'inflation, ce qui a eu un coût d'environ un demi-point de PIB, on se dit que ce n'est plus possible. Mais insistons : si effort il doit y avoir, ce n'est pas uniquement du côté des retraités, mais aussi des actifs. Le point clé, pour se relever et s'adapter, c'est d'augmenter le taux d'activité.

**Comment ont évolué les dépenses militaires et les dépenses sociales tout au long du XX<sup>e</sup> siècle ?**

La priorité des politiques publiques dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, c'était la défense nationale. En 1938, les dépenses sociales représentaient 1% du PIB, et elles comptaient pour 6% des dépenses publiques. De leur côté, les dépenses de défense représentaient 9% du PIB mais elles comptaient pour la moitié des dépenses publiques. Quatre-vingt-cinq ans plus tard, les dépenses sociales valent un tiers du PIB et plus de la moitié des dépenses publiques. Les dépenses militaires valent 2% du PIB et 4% de la dépense publique totale.

Après-guerre, on a eu l'occasion, entre autres parce qu'on devait acheter moins de canons, de développer les prestations et les protections sociales. La Pax Americana et le parapluie militaire américain ont contribué au développement de l'[État-providence](#) en Europe. D'ailleurs, une des raisons pour lesquelles les États-Unis n'ont pas d'État-providence aussi dense, c'est qu'ils sont des dépenses militaires très élevées. Nous sortons de cette ère.

**Contrairement au Covid, les dépenses militaires vont être structurelles, et pas exceptionnelles. Cela implique-t-il de repenser le périmètre de l'État ?**

Quand [Emmanuel Macron](#) dit qu'on doit passer les dépenses à 5% du PIB, c'est absolument colossal. Trois points de PIB, c'est une centaine de milliards d'euros, c'est un quart des dépenses de retraites, un tiers des dépenses maladie, ou encore l'intégralité des dépenses pour la famille et contre la pauvreté. Le «quoi qu'il en coûte» pour le Covid aura coûté près de 15 points de PIB d'endettement en plus, mais il était parfaitement ponctuel.

**Il sera impossible, ou très difficile, de soutenir en même temps une société de longévité et une société de conflits de haute intensité**

*Julien Damon*

Là, il va falloir embaucher des soldats, réindustrialiser, développer de nouveaux équipements, c'est structurel. Cela impose de repenser notre modèle. Réarmement massif, redressement des comptes et désendettement ne peuvent être menés de concert. Il sera impossible, ou, pour le dire plus diplomatiquement, très difficile, de soutenir en même temps une société de longévité, marquée par les coûts du vieillissement, et une société de conflits de haute intensité, potentiels ou déclenchés. Entre le social et le régalien, des arbitrages nouveaux doivent être décidés.

**Quid de l'écologie ? Sera-t-elle la grande sacrifiée de ce virage budgétaire ?**

La planification écologique, qui était érigée en priorité de l'action publique, pourrait souffrir des réorientations budgétaires. Personne, a priori, ne plaidera, au nom de la nature, pour des écomunités ou pour la limitation des heures de vol des avions de chasse. L'écologie aussi pâtira forcément d'un virage vers le militaire. En réalité, chaque département ministériel va pleurnicher.

### **Les Français sont-ils prêts, selon vous, à accepter ces efforts ?**

Une étude montrait, en 2023, qu'une majorité de jeunes Français seraient prêts à se battre pour leur pays. Mais la population, dans son ensemble, est-elle prête à renoncer au confort de son modèle ? Il faut avoir une parole de vérité face à l'impasse qui se profile. Si on considère que nous entrons dans des temps d'instabilité géopolitique structurelle, où il faudra se réarmer, alors les garanties et couvertures sociales devraient, en partie, se relâcher. Il faudra, en tout cas, travailler davantage. Il faudra faire entrer les jeunes plus tôt dans la vie active au lieu de les faire traîner dans des études inutiles et interminables. Il faudra des départs à la retraite plus tardifs, et travailler globalement plus. C'est le prix de la soutenabilité du modèle et de la sécurité du pays.